

Burundi : Enquête judiciaire sur une « liste noire » de personnalités « à abattre »

PANA, 09 mai 2011 Bujumbura, Burundi - Le président de l'Observatoire de lutte contre la corruption, les malversations économiques (OLUCOME), Gabriel Rufyiri, a comparu lundi devant un magistrat instructeur du tribunal de grande instance de Bujumbura pour répondre de la divulgation d'une « liste noire » d'activistes des droits et opposants politiques qui seraient dans le collimateur du pouvoir en place au Burundi, apprend-on du président. La liste comprendrait une quarantaine de membres influents de la Société civile, des journalistes et opposants politiques « à abattre ».

Au sortir de l'audience, le président de l'OLUCOME a déclaré à la presse qu'il avait eu à répondre à trois questions du magistrat, sans les préciser. « Je reste disposé à collaborer mais la justice a été mise sur la piste de pousser encore plus loin les investigations pour en savoir plus sur le dossier », a-t-il estimé. Les membres du gouvernement burundais avaient éclairé l'opinion la semaine dernière sur les « ennemis publics » du moment dans le pays, en faisant surtout allusion à d'anciens chefs rebelles en exil qui relanceraient la guerre civile dans le pays. Le ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, le général Pontien Gacyubwenge, a accusé les anciens chefs rebelles, Léonard Nyangoma, du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) et Agathon Rwaso, des Forces nationales de libération (FNL) d'être à l'origine d'insécurité, principalement dans Bujumbura-Rural, une province frontalière de la capitale burundaise et berceau de l'insurrection armée au Burundi. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a donné deux mois aux corps de défense et de sécurité pour éteindre dans l'« uf toute velléité de relance des hostilités dans le pays au sortir de plus d'une décennie de guerre civile ayant fait au moins 300.000 morts et poussé à l'exil plus d'un million de Burundais.